

TABLE DES MATIÈRES

I. UNITÉ

Le bon citoyen ou l'infortune d'être Européen

Loïc AZOULAI

L'objectif de sécurité entre PESC et ESLJ : quelques réflexions à partir de l'affaire C-130/10 (C.J.U.E., 19 juillet 2012, *Parlement européen c. Conseil*)

Isabelle BOSSE-PLATIÈRE

- I. – Une clarification apparente : le rattachement des mesures de lutte contre le terrorisme international à la PESC..... 64
- II. – Une approche restrictive du volet externe de l'ELSJ 67
- III. – Une captation de la sécurité internationale par la PESC..... 70

L'Union européenne comme espace démocratique

Jacques CHEVALLIER

- I. – L'Europe comme espace d'identification politique..... 79
- II. – L'Europe comme espace de représentation politique 81
- III. – L'Europe comme espace de participation politique..... 83

À la recherche du « Patrimoine constitutionnel européen »...

Vlad CONSTANTINESCO

- I. – L'improbabilité d'un patrimoine constitutionnel européen .. 92
- II. – Les composantes du patrimoine constitutionnel européen .. 96
- III. – Patrimoine européen, patrimoine occidental ou patrimoine universel? 101

La cohérence dans le système européen de protection des droits fondamentaux

Delphine DERO-BUGNY

- I. – Une cohérence mise en place initialement par les juridictions européennes 110
- II. – Une cohérence renforcée par le Traité de Lisbonne ? 117

Cassandre, la crise grecque et l'Union européenne

Louis DUBOIS

- I. – L'Union européenne au chevet de la Grèce 126
- II. – La crise grecque, menace pour l'Union européenne 130

L'identité individuelle dans l'Union européenne : à la recherche de l'*homo europeus*

Édouard DUBOUT

- I. – L'Union et l'individu : si proches et pourtant si loin 135
- II. – L'identité individuelle négative : la désappartenance nationale et l'émancipation 138
- III. – L'identité individuelle positive : la réappartenance européenne et la participation 143

La position du Royaume-Uni à l'égard de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice

Christine GUILLARD

- I. – Une participation partielle trop tributaire de la volonté du Royaume-Uni 153
- II. – Une participation partielle nécessairement cohérente 159

La vocation sociale de la citoyenneté européenne ou l'ère du soupçon ?

Sylvie HENNION

- I. – Les ancrages de la citoyenneté européenne dans sa vocation sociale 171
- II. – Les dérives de la vocation sociale de la citoyenneté européenne 179

Réflexions sur la codification de la jurisprudence par le législateur européen

Anastasia ILIOPOULOU-PENOT

- I. – Pourquoi le législateur décide-t-il de codifier la jurisprudence ? 189
- II. – La codification reste-t-elle fidèle à la jurisprudence ? 194

Unité et dualité de l'Union européenne

Robert KOVAR

- I. – L'autonomisation de la zone euro 204
- II. – Les limites de l'autonomisation de la zone euro 208

Coopération rapprochée, un nouveau mode de coopération renforcée ?

Jean-Victor LOUIS

- I. – La raison d'être de la coopération rapprochée 216
- II. – Le régime de coopération rapprochée 217
- III. – L'exercice de la coopération rapprochée 219
- IV. – Évaluation du Mécanisme de coopération rapprochée 224

Marché intérieur et politiques de l'Union : brèves réflexions sur une quête d'unité

Valérie MICHEL

- I. – Une homogénéisation constatée 231
- II. – Une homogénéisation questionnée 235

Quelques réflexions méthodologiques sur la qualification de la nature juridico-politique de l'Union européenne

Sébastien ROLAND

- I. – Pourquoi vouloir qualifier l'Union européenne ? 247
- II. – En quoi l'opération de qualification doit-elle consister ? 250
- III. – Sur quels aspects la qualification de l'Union européenne peut-elle porter ? 255

La négociation d'accords par le comité d'entreprise européen

Bernard TEYSSIE

- I. – Une pratique avérée 265**
- II. – Un régime incertain 269**

II. AUTONOMIE**Le droit international, un ordre juridique propre intégré au système juridique de l'Union**

Abdelkhaleq BERRAMDANE

- I. – L'intégration européanisée du droit international public 277**
- II. – L'intégration subordonnée du droit international public 283**

Le dialogue entre les juges constitutionnels et la Cour de justice : enfin des mots, toujours des maux ?

Marc BLANQUET

- I. – D'une banalisation l'autre..... 290**
- II. – De contre-limites en contre-limites : du dialogue au duel préjudiciel ? 298**

Vers un droit européen des personnes ?

Jean-Yves CARLIER

- I. – Les mots 310**
- II. – Le sens 316**

La singularité du marché ferroviaire en droit de l'Union

Stéphane DE LA ROSA

- I. – L'émergence d'un marché en réseau spécifique 328**
- II. – L'émergence d'un contentieux sur les paquets ferroviaires . 331**
- III. – Vers un marché ferroviaire partiellement intégré ? 334**

L'article 218 TFUE, une « norme autonome et générale de portée constitutionnelle » ?

Catherine FLAESCH-MOUGIN

- I. – De l'article 228 CEE à l'article 218 TFUE : une portée constitutionnelle confirmée dans un contexte institutionnel renouvelé..... 337
- II. – L'article 218 TFUE, une norme plus que jamais « générale » 344
- III. – L'article 218 TFUE, une norme au caractère autonome en débat..... 352

Remarques sur quelques limites de l'autonomie du droit de l'Union européenne

Jean-Claude GAUTRON

- I. – La dualité sémiologique du concept d'autonomie 362
- II. – La relativité de l'autonomie du droit de l'Union 367

Brèves réflexions à propos de la légitimité de l'Union européenne

François HERVOUËT

- I. – Les motifs du procès en illégitimité 377
- II. – Des remèdes efficaces ? 383

La consécration d'un modèle européen de règlement des litiges commerciaux dans les accords externes de l'Union européenne

Joël LEBULLENGER

- I. – L'évitement recherché des pratiques de *forum shopping* entre les mécanismes bilatéraux, plurilatéraux et multilatéral de règlement des litiges..... 392
- II. – La consécration de la figure du juge arbitral dans les accords externes de l'Union européenne..... 396
- III. – Le destin prometteur des mécanismes bilatéraux de règlement des litiges commerciaux 403

La Principauté d'Andorre et l'Union européenne : une relation de proximité particulière

Marc MARESCEAU

- I. – De l'accord sur l'union douanière à l'accord monétaire 416
- II. – Vers le marché intérieur..... 423

Quelques réflexions sur l'application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et le principe d'attribution

Eleftheria NEFRAMI

- I. – L'application de la charte tributaire du principe d'attribution 434
- II. – L'application de la charte diluée dans le principe d'attribution..... 440

Contrats publics et aides d'État

Rozen NOGUELLOU

- I. – L'identification de l'aide 448
- II. – Le traitement de l'aide 456

L'avocat et le renvoi préjudiciel : sa place et son rôle devant les juridictions nationales et la Cour de justice

Jacques PERTEK

- I. – L'avocat et la demande de décision préjudicielle..... 462
- II. – L'avocat et l'examen de la demande de décision préjudicielle..... 466

L'invocabilité des accords internationaux : condition de l'application des accords internationaux dans l'ordre juridique de l'Union européenne

Joël RIDEAU

- I. – Position du problème et méthode de la Cour 476
- II. – La jurisprudence sur le GATT 480
- III. – Le cas des accords bilatéraux 481
- IV. – L'application à l'O.M.C. des positions adoptées à propos du GATT..... 482

- V. – **L’extension de la jurisprudence restrictive à d’autres conventions** 485

Quelques observations sur le contrôle de constitutionnalité des engagements européens de la France sous la V^e République

Jean ROSSETTO

- I. – **La confirmation d’une conception exigeante de la souveraineté nationale**..... 490
- II. – **L’extension du contrôle de constitutionnalité par la voie de l’article 88-1 de la Constitution**..... 494

Droit administratif européen et fonction administrative européenne : la double inconstance

Jean SIRINELLI

- I. – **L’inconstance de l’approche fonctionnelle du droit administratif européen** 504
- II. – **L’inconstance de l’approche matérielle du droit administratif européen** 509

Les ambiguïtés du contrôle du « critère de la protection équivalente » par la Cour européenne des droits de l’homme

Frédéric SUDRE

- I. – **L’incertitude de l’établissement de la compétence *ratione personae* de la Cour** 520
- II. – **L’ambivalence du constat d’équivalence de la protection des droits fondamentaux** 523
- III. – **L’équivoque de la non-application de la présomption de protection équivalente** 525

La subsidiarité vue par un administrativiste français

Didier TRUCHET

- I. – **Le droit administratif français et le principe de subsidiarité** . 532
- II. – **Le droit administratif français et la logique de subsidiarité** . 534
- III. – **Une règle de droit administratif interne ?**..... 537

**L'autonomie du droit de l'Union et la mise en œuvre de la
Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne**

Thomas VON DANWITZ

III. ÉVOLUTIONNISME

« La nouvelle approche du droit de l'intégration »

Brunessen BERTRAND

- I. – La remise en cause des mythes fondateurs..... 556
- II. – La recherche de nouveaux équilibres..... 559
- III. – La redéfinition du droit de l'intégration 566

**Le juge et les motifs couverts par le secret : un nouveau
challenge pour la Cour de justice ?**

Jean-Claude BONICHOT

**Du droit européen de la santé au droit européen des
patients, le *spill over* continue...**

Nathalie DE GROVE-VALDEYRON

- I. – Le marché intérieur, un appui au développement
d'un droit des patients 586
- II. – La compétence d'appui, un soutien à l'émergence
de nouveaux droits 592

**Les régimes d'évaluation des incidences des programmes,
plans et projets : d'un droit procédural en trompe-l'œil à
une protection juridictionnelle effective**

Nicolas DE SADELEER

- I. – Effet direct vertical ascendant..... 602
- II. – L'autonomie procédurale 604
- III. – Les limites apportées à l'autonomie procédurale 604
- IV. – Étendue de la protection juridictionnelle au titre
de l'article 9, paragraphe 2, de la Convention d'Aarhus
et de l'article 11 de la directive EIE..... 608
- V. – Protection juridictionnelle au titre de l'article 9,
paragraphe 3, de la Convention d'Aarhus..... 610

VI. – Coût des procédures en vertu de l'article 9, paragraphe 4, de la Convention d'Aarhus et de l'article 11 de la directive EIE.....	612
VII. – Étendue du contrôle de légalité	614
VIII. – Responsabilité des États membres.....	617

La C.J.C.E.-C.J.U.E. et le réformisme du législateur agricole

Daniel GADBIN

I. – La puissance du droit au soutien d'une réforme permanente	622
II. – Le respect des paramètres jurisprudentiels, facteur de légitimation de la réforme	630

Regards sur la modernisation du contrôle des aides d'État...

Laurence IDOT

I. – Modernisation processuelle : un contrôle plus efficace ?	640
II. – Modernisation substantielle : une analyse plus économique ?	651

Game of zone ? La lisbonnisation de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice en questions

Henri LABAYLE

I. – À la poursuite d'une cohérence fonctionnelle.....	661
II. – À la poursuite d'une cohésion structurelle.....	668

Les évolutions du contentieux de la base juridique des actes

Fabien LE BOT

I. – L'objectivation du contentieux	680
II. – Le raffinement de la jurisprudence.....	685

Le pouvoir de décision à l'épreuve de « l'agenciarisation » de l'Union – Quelques questions constitutionnelles

Rostane MEHDI

I. – « Agenciarisation » et principe d'équilibre institutionnel.....	698
II. – Les risques (limités) de fragmentation de la fonction normative.....	703

- III. – Une délégation s'inscrivant dans un cadre juridique spécifique 704**

La BCE et l'ordolibéralisme : étude des discours sur la Constitution monétaire de l'Union

Francesco MARTUCCI

- I. – Le discours monétaire de l'école ordolibérale 713**
II. – Le discours ordolibéral de l'autorité monétaire 715

L'histoire européenne dans l'enseignement juridique de l'Union. L'évolutionnisme historique de l'Union européenne : quelles sources, quelles méthodes, pour quelle mémoire savante ?

Pierre-Yves MONJAL

- I. – Quelle histoire de l'Union européenne ? 724**
II. – Quelle histoire européenne de l'Union ? 730

Le projet de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis : une nouvelle bataille pour davantage de libre-échange ?

Yves PETIT

- I. – Le principe du partenariat transatlantique et l'extension du libre-échange 739**
II. – L'étendue du partenariat transatlantique et les dangers du libre-échange 746

Réflexion sur une évolution singulière : la référence aux droits de l'homme dans les normes techniques

Fabienne PÉRALDI LENEUF

- I. – L'appropriation par l'Union de la conception mondiale de la RSE 755**
II. – Remarques sur la légitimité et l'autorité des droits de l'homme dans les normes techniques à l'appui de l'exemple de la norme ISO 26000 760

**Vers une meilleure conciliation des services d'intérêt
économique général avec la concurrence et le marché
intérieur**

Fabrice PICOD

- I. – **Appréciation des obligations imposées au regard
de la satisfaction de l'objectif d'intérêt général poursuivi ... 771**
- II. – **Appréciation de la nécessité des mesures restrictives
dérogatoires en vue de l'accomplissement de la mission 774**
- III. – **L'appréciation de la proportionnalité des restrictions et la
prise en considération de mesures alternatives 779**

**Le service européen d'action extérieure (SEAE),
évolutionnisme ou illusionnisme du système d'action
extérieure de l'Union ?**

Catherine SCHNEIDER

- I. – **Le SEAE, une ambition majeure pour l'évolutionnisme
du système d'action extérieure 786**
- II. – **Le SEAE, une désillusion sérieuse pour l'évolutionnisme
du système d'action extérieure 793**

**Développement de la politique environnementale de
l'Union européenne : peu d'espoir à l'horizon**

Claire VIAL

- I. – **Un évolutionnisme de façade 808**
- II. – **Un immobilisme de circonstance 813**

Table des matières 819